

Il faut supprimer le ministère de l'Education nationale

Pour que l'école retrouve son sens, il faut en finir avec ce qui symbolise les déchirements partisans dont elle n'a que faire et les influences démagogiques.

Le métier d'enseignant est un nœud de paradoxes, toujours déchiré entre l'urgence du jour le jour, voire dans certains cas extrêmes de l'heure par heure, et le souci primordial de transmettre un savoir qui, lui, s'inscrit dans une temporalité bien plus ample, sans jamais, ou si rarement, de surcroît, voir les résultats de son travail.

Voici longtemps déjà que, en matière de politique éducative, nous n'avons pas rencontré de véritable vision, de perspective de long terme, venant ajouter au paradoxe, jusqu'au malaise. Et par vision il faut entendre, non pas bien sûr une direction idéologique toujours contestable, mais plutôt l'idée que l'école est un projet, élaboré en commun, qui tend vers l'approfondissement des savoirs, de la conscience et, par-dessus tout, de la liberté.

Néanmoins, en ces temps de (pré)campagne, l'on se prend à rêver, à espérer. Alors, que nous propose-t-on?

A gauche, une certitude au moins : l'éducation sera prioritaire dans la campagne. Il faut s'en réjouir. L'on revient, timidement si l'on excepte François Hollande, sur la suppression des postes; avec plus de conviction sur la question de la formation. Deux idées majeures semblent émerger, chez la plupart des candidats à la primaire socialiste: la nécessité d'assurer une plus grande continuité dans la succession des étapes de la scolarité (primaire, collège, lycée, université) et la refondation du temps scolaire, aussi bien pour les élèves que pour les enseignants.

La mascarade de la carte scolaire

Ce sont là des pistes intéressantes, notamment parce qu'elles se concentrent sur la question du temps, si souvent oubliée, si fondamentale pourtant. Mais, prudemment, attendons de voir qui sera finalement désigné l'homme ou la femme de la situation au moment d'affronter Nicolas Sarkozy, et de quelle façon son discours, alors, se modèlera.

Venues du gouvernement, depuis quatre ans, les solutions, comme souvent, sont de «bon sens»: moins de postes d'enseignants (66.000 suppressions depuis 2007, ce chiffre est toujours bon à rappeler); des internats d'excellence et, pour assurer la symétrie, leur exact envers, les ERS (établissement de réinsertion scolaire); côté pédagogie, pour le collège, l'accent mis avant tout sur le socle commun de connaissances et de compétences — ces dernières restant au fond le véritable enjeu du socle.

Il y eut aussi l'assouplissement de la carte scolaire, une belle mascarade qui permit à ceux qui contournaient le système de le faire plus sereinement, à ceux qui pensaient pouvoir inscrire leur enfant dans un collège ou un lycée d'élite de s'asseoir sur leurs illusions et à la ségrégation scolaire de s'aggraver. L'Inspection générale dès l'automne 2007 et la Cour des comptes en 2009 ont signalé que les conséquences de cette décision phare étaient à l'opposé exactement des objectifs affichés.

Des solutions de «bon sens» qui accentuent les problèmes

Qu'importe, on ne revient pas sur une mesure qui marche (pour qui et pour quoi faire, la question reste entière). N'oublions pas la disparition de la formation des enseignants, cachée sous l'appellation rassurante de «mastérisation». Face à tout cela, il faut une grande force morale pour ne

pas céder à la tentation de voir enfin advenu le Croquemitaine qui hante les consciences enseignantes depuis des années: la destruction du service public d'éducation. Non que le système fût, avant ces réformes, en excellente santé, on le sait bien.

A ce sujet, il est intéressant de remarquer que les solutions de bon sens apportées depuis le début du quinquennat consistent généralement à accentuer les problèmes, bien réels, auxquels l'Education nationale est aujourd'hui confrontée. Il faut réaffirmer, nous dit-on par exemple, l'autorité des enseignants. Fort bien.

Pour ce faire, on remplace une formation qui, sans être parfaite, avait au moins le mérite d'offrir une entrée progressive et en alternance dans un métier complexe, par deux ou trois demi-journées, organisées à la va-vite à la fin du mois d'août, de sensibilisation sur les difficultés qui ne manqueront pas de se présenter, agrémentées d'un DVD dispensant des conseils pratiques de bonne gestion de classe.

Comment mieux anéantir tout espoir d'asseoir une quelconque autorité, pour de jeunes enseignants qui, non seulement, n'ont aucune chance de savoir ce qu'ils viennent faire là mais perdent du même coup toute légitimité professionnelle puisqu'ils exercent un métier qui, manifestement, n'a pas besoin de s'apprendre?

S'est-on d'ailleurs jamais interrogé sur les causes profondes de la perte d'autorité des enseignants? Au-delà du mot d'ordre répété à l'envi, c'est l'ensemble de la société qui devrait se regarder dans ce miroir. Tout notre rapport au savoir, et à ceux qui l'incarnent, se joue dans cette problématique structurelle de l'école aujourd'hui.

Un métier qui ne s'apprend pas?

L'autorité est une notion compliquée: il ne s'agit pas de se faire obéir, il s'agit d'être reconnu et accepté, volontairement et non sous la contrainte, dans la légitimité de sa fonction. Marcel Gauchet, dans une excellente conversation avec Philippe Meirieu publiée par Le Monde du 3 septembre, résume parfaitement la contradiction qui nous habite désormais: *«les enseignants sont là au nom d'une collectivité qui ne reconnaît pas le rôle qu'ils exercent»*.

La crise de l'autorité est donc avant tout une crise de la transmission, et nous trouvons là le signe d'une civilisation qui ne sait plus se définir. Le plus désolant est sans doute de constater que la crise est non pas combattue mais entretenue par ceux qui nous gouvernent.

Plutôt qu'un calcul machiavélique, j'ai tendance à y voir, naïvement, une négligence désinvolte et coupable, à l'image de cette confusion inquiétante dans les priorités qui semble déterminer nombre des décisions politiques actuelles. Or l'école doit être la priorité des priorités parce qu'en elle se dit ce que nous sommes, parce qu'elle cristallise notre passé et notre avenir.

Il ne suffit pas de l'annoncer à grand renfort de discours vibrants pour qu'elle le devienne, il faut la penser comme telle, il faut être convaincu que c'est ce rôle-là, avant tous ceux qu'on veut lui donner, qui est le sien. Au fond, au lieu de répéter qu'il est urgent de rétablir l'autorité des enseignants, c'est vers une réconciliation de la société avec son école, autrement dit avec elle-même, qu'il convient d'œuvrer. Comment, sinon, prétendre convaincre les élèves que l'école sert bien à quelque chose ou, plus exactement, qu'elle est absolument nécessaire ?

Aujourd'hui, sous le prétexte de donner sa chance à chacun, nous nous écartons d'une unification de la pensée éducative pour aller vers l'atomisation des parcours scolaires. Les dispositifs se multiplient (internats d'excellence, établissements de réinsertion scolaire — tout un programme—, établissements ECLAIR...); surtout, ils s'éloignent les uns des autres.

L'autonomie, une incantation vide de sens

On ne propose pas un parcours singularisé au sein d'un ensemble commun, où chacun puisse se reconnaître à la fois comme individu et comme partie intégrante d'une communauté volontaire de destins; on crée des bulles distinctes qui ne communiquent ni ne se rencontrent plus. Les incidents qui marquèrent les débuts des ERS, à la rentrée 2010, sont à cet égard assez éloquents.

L'autonomie des établissements, expérimentée dans le dispositif ECLAIR, nous est présentée comme la solution miracle à tous nos problèmes. La gauche, sur cette question, n'est d'ailleurs pas en reste. L'idée mérite considération. On pourrait imaginer, en allant au bout du raisonnement, généraliser la pratique des lycées autogérés: des équipes qui, animées d'une même ambition pédagogique, unissent leurs forces et réfléchissent ensemble au meilleur moyen de faire réussir les élèves dont elles ont la charge, tout en s'inscrivant dans un projet commun.

Bien sûr, ce n'est pas vraiment cela qu'on nous propose. Le recrutement des équipes enseignantes, dans le cadre du dispositif ECLAIR, se fait à la discrétion du chef d'établissement, transformé pour l'occasion en DRH. Or les chefs d'établissement sont aujourd'hui, surtout, des administrateurs et apparaissent trop souvent, aux yeux de leurs équipes, comme de simples courroies de transmission des exigences du pouvoir, sans grand sens critique. L'autonomie, dans ces conditions, n'est qu'une incantation vide de sens.

En réalité, il faudrait aller bien plus loin. Permettons-nous un rêve sans doute fou. Militons pour l'indépendance des instances éducatives. Sortons la question scolaire, non de la politique où elle a toute sa place, mais des débats idéologiques. Supprimons, autrement dit, le ministère de l'Education nationale, et remplaçons-le par une institution préservée des changements de pouvoir et, car les décisions sont trop souvent déterminées exclusivement par elles, des considérations purement économiques, seul moyen de replacer véritablement l'école dans le temps long qui est le sien.

Réconcilier les enseignants et la société

A l'inverse, on nous ressasse depuis plusieurs années la nécessité d'une «économie de la connaissance», sans voir toute l'absurdité de l'expression. La mise en avant de l'acquisition de «compétences» va dans ce sens, transformant l'école en vaste centre de formation d'apprentis. Et l'on perd peu à peu de vue qu'un agir libre et conscient repose d'abord sur une connaissance acquise pour elle-même.

La visée du savoir doit être humaniste, et ne jamais se compromettre dans l'immédiateté économique. A vrai dire, même si l'on veut, un très court instant, adopter le point de vue des économistes de la connaissance, c'est à cette condition seule que le savoir est réellement efficace, quand il peut accéder à une entière liberté créatrice. Affirmons donc, sans retour en arrière, l'école dans son rôle de terreau culturel indépendant.

Pour réussir une telle révolution, nous devrions être capables, bien entendu, de reposer ensemble les principes fondamentaux qui doivent gouverner notre projet scolaire, d'élaborer un compromis, condition nécessaire, quoique difficile, à toute bonne politique, à la fois ambitieux et ouvert. Redonnons aux enseignants l'assurance - car elle leur manque aujourd'hui cruellement — de remplir une mission acceptée par la société dont ils sont chargés de transmettre les valeurs essentielles. Cette dernière y puisera en retour une représentation d'elle-même plus sereine car profondément assumée.

Au lieu de laisser l'école la proie des déchirements partisans dont elle n'a que faire et qui brouillent durablement sa vocation intrinsèque, laissons-la être ce qu'elle doit, un lieu de réflexion libre où chacun et tous peuvent participer et se reconnaître, un lieu où se construit, loin des influences démagogiques, l'identité individuelle et collective.

Sophie Audoubert

